

**PROGRAMME CONJOINT D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA REGION DE
MARADI (PCM)**

**RAPPORT NARRATIF ANNUEL SUR
L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME
PERIODE DU RAPPORT : 1^{ER} JANVIER – 31 DECEMBRE 2015**

ORGANISATIONS PARTICIPANTES



**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR
L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**



**Organisation
mondiale de la Santé**

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE



FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION



FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE



*Au service
des peuples
et des nations*

**PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE
DEVELOPPMENT**



PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL



UNITED NATIONS CAPITAL DEVELOPMENT FUND



United Nations Entity for Gender Equality
and the Empowerment of Women

ONU FEMMES

DONATEUR DES FONDS



GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Coopération luxembourgeoise

Liste d'Abréviations et d'Acronymes

AGR	Activités Génératrices des Revenus
ARV	Anti-Rétro Viraux
BCR	Bureau du Coordonnateur Résident du système des NU
BI	Boutiques d'Intrants
CRENI	Centre de Récupération et d'Education Nutritionnelle Intensif
CS	Case de Santé
CSI	Centre de Santé Intégré
DBC	Distribution à Base Communautaire
DS	District Sanitaire
HC3N	Haut-Commissariat à l'Initiative 3N
IST/VIH/SIDA	Infections Sexuellement Transmissibles/Virus Immunodéficience Humaine/Syndrome Immuno Déficitaire Acquis
GTTR	Groupe technique de travail des NU sur la résilience
NU	Nations-Unies
PCM	Programme Conjoint Maradi
PDC	Plan de Développement Communal
PTME	Prévention de la Transmission Mère-Enfant du VIH
PVVIH	Personne vivant avec le Virus de l'Immunodéficience Humaine
SIMR/RSI	Surveillance Intégrée des Maladies et Riposte / Règlement Sanitaire International
SNU	Système des Nations-Unies
UNCG	Groupe thématique de communication des NU
UNDAF	Plan cadre des Nations Unies pour l'assistance au développement

**PROGRAMME CONJOINT D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA REGION DE
MARADI
RAPPORT ANNUEL 2015**

<p>Titre du Programme et Référence du Projet</p> <ul style="list-style-type: none"> • Titre du Programme : Programme Conjoint d'appui au développement de la Région de Maradi (PCM) • Numéro de Référence du Projet/Bureau MPTF: 00082723 	<p>Pays, Localité(s) : NIGER-MARADI</p> <p><i>Secteur (s) Prioritaire (s) du Programme :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Développement durable, environnement et sécurité alimentaire 2. Capital humain, démographie et services sociaux de base 3. Gouvernance
<p>Organisation(s) Participante(s)</p> <p>FAO OMS PAM PNUD UNCDF UNFPA UNICEF ONU FEMMES</p>	<p>Partenaires de mise en œuvre</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'Economie et des Finances - Haut-Commissariat à l'Initiative 3N - Services déconcentrés des ministères techniques
<p>Budget du Programme (USD)</p> <p>Luxembourg: 2 705 000 USD (50% décaissés en 2015)</p> <p>Contribution des Agences :</p> <ul style="list-style-type: none"> • FAO: 809 276 (USD) • OMS: 700 (USD) • PAM: 1 822 604 (USD) • PNUD: 158 030 (USD) • UNCDF: 75 500 (USD) • UNFPA: 503 152 (USD) • UNICEF: 2 810 800 (USD) <p>Total : 8 885 062 USD</p>	<p>Durée du Programme (mois)</p> <p>Durée totale : 60 mois Date de démarrage : 01/01/2012 Date de clôture originale: 31/12/2013 Date de clôture actuelle: 31/12/2016</p>
<p>Évaluation du Programme</p> <p>Evaluation - à joindre le cas échéant <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Date:</p> <p>Evaluation à mi-parcours – à joindre le cas échéant <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Date:</p>	<p>Soumis par:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Nom: Fodé NDIAYE ○ Titre: Coordonnateur Résident du SNU / Niger ○ Adresse e-mail : fode.ndiaye@undp.org

RÉSUMÉ

Ce rapport annuel du Programme Conjoint d'appui au développement de la Région de Maradi (PCM), couvre la période du 01 janvier au 31 décembre 2015. Il est en conformité avec les exigences de rapport énoncées dans l'Arrangement Administratif Standard (SAA) conclu avec le bailleur de fonds. Sur la base du Mémoire d'Accord signé par les organisations des Nations Unies participantes, le rapport annuel est consolidé à partir des informations, des données et des états financiers présentés par les organisations participantes. Il fournit au Comité de Pilotage un aperçu complet des réalisations et des défis associés au Programme Conjoint, ce qui lui permet de prendre des décisions stratégiques et des mesures correctives, le cas échéant.

Le PCM devait initialement s'arrêter en 2013. Cependant, les fonds du Luxembourg n'ayant pas été intégralement engagés, l'année 2014 et la signature du nouveau Plan Cadre des NU pour l'Assistance au Développement du Niger (UNDAF 2014-2018), ont été l'occasion d'inscrire la résilience au centre d'une nouvelle programmation conjointe dans la Région de Maradi. Cette programmation conjointe est articulée autour d'une approche basée sur le concept de «Communes de Convergence», concept qui place les communautés, les collectivités locales et ses élus au cœur du processus de programmation, dans le cadre fédérateur du Plan de développement communal (PDC), et des plans annuels d'investissement des communes. Sur cette base, le Luxembourg a autorisé l'utilisation du reliquat de 2.705.000 USD de la première phase en 2015 et 2016. Un addendum a été signé, prorogant le PCM au 31 décembre 2016. Des actions additionnelles sont également prévues pour être mises en œuvre sur fonds propres des agences participantes dans les zones ciblées.

Dans le cadre de la mise en œuvre, des protocoles d'accords ont été signés avec la commune rurale de Djirataoua (85 976 habitants, recensement général de la population et de l'habitat (RGPH 2012)), celle de Mayahi (77383 habitants, RGPH 2012) et de Guidan Amoumoune (88 199 habitants (RGPH 2012), et regroupant 66 villages administratifs, 130 hameaux et 22 groupements nomades), situées dans la région de Maradi. Elles ont été retenues comme communes de convergence par le Haut-Commissariat à l'Initiative 3N (HC3N) et les agences du système des Nations Unies (SNU) sur la base des critères suivants : degré de vulnérabilité analysé à travers différents indicateurs socio-économiques ; profil des zones à travers le mode de vie des populations et leurs moyens d'existence ; et convergence géographique et synergies existantes des agences.

Les communes rurales de Dan-Goulbi et Gabi, également sélectionnées en 2015 comme communes de convergence dans la région de Maradi, ont elles aussi bénéficié des fonds du Luxembourg, ainsi que la commune de Chadoua.

Les activités du PCM pour l'année 2015 ont été marquées par l'appui : i) à l'intensification/diversification de l'agriculture et de l'élevage pour améliorer la résilience des populations, ii) à la réduction de la prévalence de la malnutrition et la santé, iii) au changement de comportement notamment en terme de santé de la reproduction chez les jeunes. Il est à noter également l'amélioration significative de la planification et de la coordination des interventions

inter-agences et inter partenaires, sous le leadership du Haut-commissariat à l'Initiative 3N, de l'Equipe Pays du SNU et de la coordination du SNU à travers notamment le Comité Technique inter-agence et le Groupe de travail technique sur la Résilience (GTTR). Cet effort important en termes de planification a permis d'obtenir des résultats significatifs au profit des communautés ciblées.

I. Objectifs

Le programme Conjoint Maradi vise à contribuer significativement à la réduction de la pauvreté et à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans la région de Maradi à travers une plus grande résilience des communautés et une capacité renforcée des institutions y contribuant avec la mise en œuvre d'un paquet d'interventions cohérent et synergique à la faveur du plan d'action de l'UNDAF. Il s'agit donc pour le SNU de promouvoir le renforcement de la résilience à travers des axes d'interventions clés. Ces axes d'intervention ont été considérés comme prioritaires en concertation avec les communes et les autres intervenants lors d'ateliers de planification. Ainsi les interventions sont regroupées dans les secteurs clés suivants : i) intensification/ diversification agricole et pastorale ; ii) Eau, Hygiène et Assainissement ; iii) Santé/Réduction de la prévalence de la malnutrition ; iv); Education ; v) protection/protection sociale; et vi) jeunesse.

II. Les Résultats

i) Rapport descriptif des résultats obtenus

Les actions des agences en 2015 (FAO, OMS, PAM, PNUD, UNCDF, UNFPA, UNICEF) dans le cadre du PCM ont concouru à la réalisation des objectifs de l'UNDAF, notamment : l'**Effet 1** : d'ici à 2018, les ménages vulnérables et les communautés ciblées augmentent leur résilience en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'environnement, de catastrophes et d'inclusion socio-économique; et l'**Effet 3** : d'ici à 2018, les populations vulnérables dans les zones d'intervention utilisent de manière accrue les services sociaux de base incluant les systèmes de protection sociale et de maîtrise de la croissance démographique.

Les résultats enregistrés sont relatifs à :

- L'intensification / diversification agricole et pastorale, et autonomisation économique des femmes (FAO, PAM, PNUD) :

L'appui à la reconstitution des cheptels des ménages (300 ménages), la construction et l'approvisionnement de Boutique d'Intrants fonctionnelle (1), la construction (2) et l'approvisionnement (2) de Maisons du Paysan, l'aménagement et l'équipement de sites maraichers (2), sont de nature à améliorer durablement la productivité des cultures vivrières pluviales, la diversification agricole et pastorale, et ainsi contribuer à la réduction de la

pauvreté et à amélioration de la sécurité alimentaire. Cet objectif est également renforcé par l'appui aux groupements féminins (6) pour la mise en œuvre d'AGR.

Il faut noter la vulgarisation d'équipements solaires très adaptés au contexte climatique du Niger (équipement de sites irrigués d'électrification solaire) qui contribue à l'adoption de nouveaux comportements en gestion de l'environnement.

- **La qualité et l'accès aux services de santé, et amélioration de la prévalence de la malnutrition (PAM, OMS, UNFPA, UNICEF) :**

Les interventions des agences ont permis l'amélioration de la santé maternelle et infantile, ainsi qu'une amélioration de l'accès aux services de santé de la reproduction, notamment pour les jeunes. Ces interventions ont contribué à l'amélioration des indicateurs relatifs à : (i) la couverture de la prise en charge de la malnutrition (mise en place du dépistage communautaire, dotation en intrants thérapeutiques et médicaments), (ii) les accouchements assistés (réhabilitation de maternités), (iii) la prise en charge des maladies de l'enfance (formation à la prise en charge des complications médicales liées à la malnutrition), (iv) la prévalence contraceptive (mise en place de dizaines de sites de distribution à base communautaire de contraceptifs).

L'amélioration de l'accès à la santé a également concerné la prise en charge des IST/VIH/SIDA par le renforcement des acquis obtenus en 2013 et 2014, avec l'appui à la prévention de la transmission mère-enfant du VIH, et la fonctionnalisation d'un centre important de prescription d'ARV.

Une enquête de couverture de la prise en charge de la malnutrition aiguë modérée et sévère a été réalisée dans les 3 communes. Elle a permis d'identifier les barrières freinant et les facteurs favorisant la prise en charge des enfants malnutris, ce qui va conduire à la mise en place d'un plan d'action visant à améliorer la couverture de la prise en charge de la malnutrition aiguë.

Par ailleurs, l'introduction de l'enseignement de la nutrition au niveau des écoles primaires avec des objectifs pédagogiques et nutritionnels (renforcement des capacités en techniques culturelles des acteurs de l'école dans les sites concernés), sont autant de facteur d'amélioration et de prévention de la prévalence de la malnutrition.

- **La promotion de l'éducation (PAM) :**

Le renforcement des écoles à cantines à travers la création et la mise en valeur des jardins potagers, la fourniture de moulins à grains et la constitution de troupes scolaires permet non seulement l'amélioration de la qualité nutritionnelle de l'alimentation des élèves, mais génère également des revenus pour les écoles, ce qui contribue à l'entretien des infrastructures et à leur pérennisation. Les impacts sont tangibles dans les écoles bénéficiaires : amélioration de l'alimentation scolaire par l'apport d'éléments nutritionnels grâce aux produits cultivés dans les jardins, acquisition de connaissances, de compétences et pratiques en maraîchage et arboriculture, maîtrise de techniques culturelles modernes,

disponibilité permanente de l'eau à l'école, L'allègement des corvées ménagères des jeunes filles, leur permettant de consacrer plus de temps à leurs études.

- **Les jeunes et le changement de comportement (UNFPA) :**

Un ensemble diversifié d'interventions ont été mises en œuvre, allant de la mise en place de sites de distribution de préservatifs, à la mise en place d'écoles des maris (pour une implication plus grande des hommes dans la promotion de la santé de la reproduction et favoriser un changement de comportement au niveau communautaire), et la création d'« espaces sûrs » pour les adolescentes permettant de les sensibiliser sur les IST, le sida, la santé de la reproduction, le planning familial, l'hygiène et les compétences de vie courante, en vue de lutter contre les mariages des enfants et les grossesses précoces.

Par ailleurs, des formations spécifiques administrées aux cadres techniques et conseillers municipaux des communes de convergence de Maradi ont permis de mieux les outiller sur la Planification Familiale et les défis liés à l'atteinte du dividende démographique au Niger pour une meilleure intégration des variables sociodémographiques dans la planification du développement.

ii) Rapport descriptif des produits

La contribution du Luxembourg et des agences du SNU contribuent à 9 des 23 produits de l'UNDAF 2014-2018. Les activités se déclinent ci-après, en fonction des produits UNDAF :

Produit 1-1 : Les ménages vulnérables dans les zones d'intervention utilisent les intrants et les infrastructures de stockage et de transformation

- Acquisition au profit de la Maison du paysan de Djirataoua et du centre de formation aux métiers d'un stock initial en intrants agricoles (10 tonnes d'engrais, 90 litres de pesticides, 35 appareils de traitement de cultures, 3 420 kg de semences améliorées, 5 appareils EC à pression, 10 appareils ULV, 40 combinaisons pour brigadiers phytosanitaires), en intrants vétérinaires (20 tonnes de son de blé et 10 tonnes de tourteaux), et en matériels de formation de paysans (10 tenues de combinaison, 20 litres de produits phytosanitaires de démonstration) ;
- Acquisition au profit de la Maison du paysan de Mayahi d'un stock initial en intrants agricoles (62 tonnes d'engrais, 100 litres de pesticides, 5440 kg de semences améliorées,), en intrants vétérinaires (40 tonnes de son de blé, 12 boîtes de 1000 comprimés, 600 sachets de 15g de vitamines, 60 unités de pierre à lécher, 600 sachets de 15g d'anti parasitaires et 60 sachets de 100g de régulateurs digestifs) et en matériel de labour (50 houes bovines et 50 houes asines) ;

La stratégie de la Maison du paysan n'est pas considérée comme un ensemble monolithique à reproduire à l'identique mécaniquement dans toutes les communes ; il s'agit plutôt d'un dispositif d'offre de services aux producteurs et aux entreprises agricoles rurales pour qu'ils améliorent leurs performances. C'est aussi un outil d'accompagnement à moduler selon les

contextes agro-écologiques, les zones de moyens d'existence et les besoins prioritaires des usagers. Le programme "Maison du Paysan", est une composante majeure du Plan d'accélération de la mise en œuvre de l'Initiative 3N. Il n'a pas la prétention de couvrir toute la gamme variée des besoins des producteurs ruraux. Il se donne plutôt pour ambition d'apporter une réponse pragmatique et locale à leurs demandes essentielles et prioritaires d'appuis.

- La Construction d'une boutique d'intrants agricoles à Chadoua pour le rehaussement des capacités de gestion et de stockage d'un groupement féminin, d'une capacité de 20 tonnes, permet aux femmes d'entreposer dans des conditions sécuritaires leurs stocks ;
- Construction en cours dans la commune de Goulbi d'une centrale communale d'approvisionnement en intrants agricole d'une contenance de 200 tonnes ;
- Construction en cours dans la commune de Gabi d'une centrale communale d'approvisionnement en intrants agricoles d'une contenance de 200 tonnes;
- Placement auprès de 6 villages de Mayahi de 6 broyeuses de tiges et accessoires pour la valorisation des sous-produits agricoles ;
- Organisation de sessions de formation en gestion des stocks à Mayahi ;
- Dans toutes les communes de la région, où existent les sites aménagés ou non aménagés avec de potentiels irrigables, la FAO a apporté un appui substantiel en semences maraichères. Ce sont environ 1 400 ha qui ont été mis en valeur par près de 140 000 bénéficiaires ayant utilisé 1 400 kg de semences maraichères.

Il faut noter que les petits producteurs ont souvent peu d'accès aux semences de qualité (hivernage et contre saison), aux engrais, aux intrants zootechniques et aux autres produits et équipements. Grâce aux Boutiques d'intrants (BI), leur accès aux intrants et facteurs de production, est significativement améliorée. En effet, les BI proposent une gamme diversifiée de services de proximité à prix compétitifs tels que : la vente d'intrants agricoles (engrais, semences, pesticides...) ; la location de matériel agricole (appareils de traitement phytosanitaire, houes, brouettes, charrettes, motopompes, etc.) ; les traitements phytosanitaires en rapport avec des brigadiers formés et agréés par les services techniques de la protection des végétaux ; la multiplication, la certification et la vente de semences améliorées/sélectionnées ; la vulgarisation agricole et la promotion de certains produits, à travers des démonstrations pratiques et des Champs Écoles Paysans (CEP) en relation avec les instituts de recherche et l'Université.

Produit 1-2 : Les ménages vulnérables ciblés utilisent les services de prévention et de soins et les bonnes pratiques en vue d'améliorer leur nutrition

- Dotation en intrants thérapeutiques et en médicaments des CSI des 3 communes pour lutter contre la malnutrition aiguë sévère. Plus de 5000 cartons de plumpy nut et des lots correspondants de médicaments ont été acquis au profit des districts couvrant les trois communes de Djirataoua, Guidan Amoumoune et Mayahi. Les enfants malnutris sévères y ont été pris en charge grâce à ce financement et aucune rupture n'a été observée ;

- Réalisation d'une enquête dans 3 communes visant à déterminer la couverture de la prise en charge de la malnutrition aiguë modérée et sévère, à identifier les principaux facteurs ayant une influence (positive ou négative) sur celle-ci au niveau de chacune des communes, à formuler des recommandations spécifiques pour améliorer les programmes de prise en charge de la malnutrition aiguë modérée et sévère. La couverture de la prise en charge de la malnutrition aiguë modérée a été estimée à 23,9%, 25,4% et 25,5% respectivement à Djirataoua, Guidan Amoumoune et Mayahi, tandis que la couverture de la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère était de respectivement 26,3%, 31,8% et 36,4%. Le rapport final est disponible, un atelier de validation des résultats a été organisé. Un atelier pour l'élaborer du plan d'action pour l'amélioration de la couverture de la prise en charge de la malnutrition aiguë sera organisé à Maradi en mars 2016. Une autre enquête est prévue fin 2016 et permettra d'évaluer l'évolution suite aux interventions du SNU.
- Appui aux cantines scolaires par l'installation de moulins à grains et le réaménagement de jardins scolaires dans les communes de Guidan Amoumoune et Djirataoua. L'installation de moulins dans 11 écoles vise à contribuer à la promotion de la scolarisation (fréquentation) en milieu rural de façon globale. La mise en place de moulin non seulement facilite la transformation des céréales livrées au niveau des cantines scolaires mais en plus allège les tâches ménagères aux femmes rurales et aux jeunes filles qui pourront consacrer plus de temps à leurs études. Le réaménagement des jardins permet d'améliorer la diversification alimentaire au niveau des cantines. Cette activité vient en appui à celle de l'alimentation scolaire avec des objectifs pédagogiques et nutritionnels (renforcement des capacités en techniques culturelles des acteurs de l'école dans les sites concernés).

Produit 1-3 : Les ménages vulnérables dans les zones d'intervention ont accès à des filets sociaux et des programmes de relèvement adaptés

- Appui à la reconstitution du cheptel et à l'amélioration des revenus des bénéficiaires par le placement de 300 kits de petits ruminants auprès de 300 femmes vulnérables dans 15 villages de Djirataoua et Guidan Amoumoune (un kit est constitué de 02 ou 03 chèvres et 01 bouc) ;
- Appui au développement d'activités génératrices de revenus : installation d'une presse à huile pour l'extraction d'huile d'arachide (bénéficiant à 150 femmes de 06 villages), formation et équipement d'apiculteurs traditionnels (15 apiculteurs sont formés aux techniques modernes et équipés) et installation de 02 kits d'irrigation à l'énergie solaire pour l'exploitation d'un site de maraichage à Adraoua totalisant 5 hectares, ayant bénéficié à 300 personnes environ dont 125 femmes.
- Aménagement de deux sites maraichers de 14 ha en cours à Garin Majé dans la commune de Gabi et Adaraoua2 dans la commune de Djirataoua.
- L'installation de moulins dans les communes pour la transformation des céréales achetés pour la préparation des repas contribue à soulager les souffrances des femmes et des jeunes

filles en allégeant les corvées ménagères, leur permettra de se consacrer aux études et/ou aux AGR pour être autonomes.

- Mise en place de onze (11) espaces sûrs pour le programme « le Savoir pour la dignité » des adolescentes dans lesquels actuellement plusieurs centaines de jeunes filles non scolarisées ou déscolarisées apprennent, dans des formations modulaires sur la santé de la reproduction, les compétences de vie courante, les compétences financières, d'hygiène et de santé ; elles suivent également des cours d'alphabétisation pendant 8 mois. Le but est la prévention des mariages et grossesses précoces, et le programme entend toucher 250 000 adolescentes à fin 2018.

Produit 3-1 : Les populations vulnérables ont accès à des services de santé et des prestations de sécurité sociale de qualité

- Réhabilitation de deux maternités à Guidan Wari et Mayahi ;
- Appui à la prévention de la transmission mère-enfant du VIH par la formation du personnel de 4 CSI ;
- Renforcement du système de prise en charge des IST/VIH/SIDA par la fonctionnalisation du centre de prescription d'ARV de l'hôpital de district de Mayahi ;
- Mise en place de sites de distribution de contraceptifs et de préservatifs (30 sites au total dans 3 communes).

Produit 3-2: Les populations vulnérables dans les zones d'intervention ont accès à des établissements scolaires disposant d'infrastructures, d'équipements, de matériel pédagogique et didactique, et de ressources humaines adéquates :

- Introduction de l'enseignement de la nutrition dans 18 écoles primaires des communes de Djirataoua, Guidan Amoumoune et Mayahi, par la formation de 54 enseignants et 06 encadreurs pédagogiques. Des guides d'enseignement, spécifiques pour chaque sous cycle d'enseignement a été mis à la disposition des enseignants ainsi que des manuels pour les élèves. Cette activité favorisera la prévention de toutes les formes de malnutrition ;
- Génération des recettes financières par la vente des produits venant de la mise en valeur des jardins potagers, la fourniture de moulins à grains et la constitution de troupeaux scolaires contribuant à l'entretien des infrastructures scolaires et à leur pérennisation.

Produit 3-3: Les populations vulnérables disposent de points d'eau modernes et d'infrastructures d'assainissement de base

Un puits est en cours de réhabilitation dans la commune de Guidan Amoumoune pour contribuer à une meilleure couverture en eau.

Dans le même objectif, un quitus a été donné en 2015 à UNCDF pour qu'un montant de 308.000 USD correspondant au solde des décaissements initiaux du Luxembourg soit en partie planifié et mis en œuvre en 2016 dans des activités liées à l'amélioration de l'accès des populations vulnérables (femmes et jeunes) des communes cibles.

Produit 3-4: Les jeunes/adolescents et les femmes en âge de procréer bénéficient d'informations et de services de prévention et de prise en charge des maladies

- Renforcement du système de sécurisation de l'approvisionnement des produits de santé de la reproduction par la mise en place de sites de distribution de préservatifs (30 sites dans 3 communes) ;
- Mise en place de 15 écoles des maris à Djirataoua et Mayahi (sur autre financement) pour une implication plus grande des hommes dans la promotion de la santé de la reproduction et favoriser un changement de comportement au niveau communautaire ;
- Mise en place d'espaces sûrs pour les adolescentes permettant la sensibilisation aux IST, sida, santé de la reproduction, planning familial, hygiène, santé et compétences de vie courante, en vue de lutter pour l'élimination des mariages des enfants et des grossesses précoces.

Produit 3-5 : Les structures nationales concernées par la mise en œuvre de la politique nationale de la population appuyées, disposent des capacités renforcées et d'informations appropriées pour la coordination, le plaidoyer et la mise en œuvre de la politique nationale de population

- Formation de 30 cadres techniques et conseillers municipaux des communes de convergence de Maradi sur les défis liés à l'atteinte du dividende démographique au Niger.

Produit 4-4 : Les collectivités territoriales ciblées disposent de compétences et d'outils de gestion pour leur développement

- Conduite de séances d'information et de planification dans toutes les « Communes de convergence » de la région de Maradi permettant de travailler conjointement à l'identification des besoins et des solutions à mettre en œuvre. Le suivi des investissements est sous la responsabilité des cadres communaux et techniques ;
- Mise en place de Volontaires des NU au niveau des communes pour un renforcement des capacités.

Contraintes et défis :

Au cours de l'année 2015, plusieurs contraintes ont été identifiées par les agences, dont les plus marquantes sont :

- La nécessaire convergence au-delà du niveau communal ;
- La faible couverture sanitaire ;
- L'insuffisance de ressources financières au cours de l'année 2015 ; il est nécessaire que les communes fassent un plus grand effort de mobilisation de ressources pour entretenir et élargir la dynamique créée avec l'appui apporté par les Agences du SNU à travers les fonds du Luxembourg ou ceux d'autres partenaires.

Leçons apprises :

Les principales leçons apprises au cours de la mise en œuvre du programme conjoint en 2015 sont:

- Les approches communautaires (stratégie Ecoles des maris pour l'implication des hommes dans la promotion de la planification familiale et l'initiative adolescentes pour la prévention des mariages et grossesses précoces) stimulent la participation des leaders au sein des communautés (chefs traditionnels et religieux) et des populations et permettent d'enregistrer des progrès importants en matière de réduction de la mortalité maternelle, néonatale et infantile, et de promotion de la planification familiale ;
- L'implication et le soutien fort des autorités administratives et coutumières, ainsi que des services techniques est un gage de réussite des interventions ;
- Le renforcement des capacités des cadres techniques et conseillers municipaux permet d'améliorer la qualité de la programmation dans les communes de convergence ;
- Le renforcement des capacités de gestion des communes à travers les lettres d'accord et l'appui en gestion financière permet aux élus de mieux jouer leur rôle.

Meilleures pratiques:

Les meilleures pratiques identifiées dans le cadre du PCM se présentent sous la forme :

- D'équipements solaires d'exhaure de l'eau très adaptés au contexte climatique du Niger, et promotion de l'utilisation des énergies non renouvelables. Les écoles ayant bénéficié de ces équipements s'approvisionnent en eau plus facilement, et les villageois s'approvisionnent en eau au niveau de l'école.
- Le renforcement des capacités de certaines communes à travers la signature de lettres d'accord.

iii) Évaluation axée sur les Indicateurs de Performance

Secteurs d'intervention	Activités	Budget indicatif (\$)	Montant dépensé (\$)	deliver y (%)	Indicateurs	Cible			Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Responsable
						Réf.	Prévu	Atteint			
Agriculture et élevage	Reconstitution du Cheptel à Guidan Amoumoune :	50000	47038	94%	Nombre de ménages servis en kits animaliers	0	200	200		Rapport d'exécution de la commune G A	PNUD
	Appui à la maison du paysan de Djirataoua :	72000	73850	103%	Nombre de ménages servis en kits animaliers	0	100	100		Rapport d'exécution de la commune Djirataoua	PNUD
	Reconstitution du cheptel				Quantités d'intrants placées (T)	0	43	43			
	Equipement site irrigué d'électrification solaire d'Adaraoua				Superficie aménagée (ha)	0	5	5			
	Appui à la maison du paysan de Mayahi (intrants et petit matériel agricoles, intrants de zootechnie et vétérinaire)	104022	80906	78%	Quantités d'intrants placées (T)	0	Selon besoins identifiés	62 T engrais, 100 L pesticides, 5440 kg semence améliorée 40 T de son de blé 50 houes bovines 50 houes asines		Rapport d'exécution de la commune Mayahi	PNUD
Construction d'une boutique d'intrant Agricole à Chadoua	12000	11550	96%	Nbre de boutiques d'intrants construit	0	1	1		Rapport d'exécution de la commune	FAO	

Secteurs d'intervention	Activités	Budget indicatif (\$)	Montant dépensé (\$)	deliver y (%)	Indicateurs	Cible			Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Responsable
						Réf.	Prévu	Atteint			
	Construction des maisons du paysan à Gabi et Dan-Goulbi	110960	110000	99%	Nbre de magasin communal d'intrants agricole	0	2	2	Processus du démarrage des ouvrages sur le terrain en cours	Rapport d'exécution de la commune	FAO
	Aménagement des sites maraichers (2 sites : Gabi /Garin Majé et Djirataoua/Adaraoua	60000	55000	92%	Nbre de site et d'ha aménagés	0	2 sites et 14 ha	2 sites et 14 ha	Aménagements Maraichers, processus d'attribution des marchés en cours	Rapport d'exécution de la commune	FAO
	Achat de semence de 1400 kg de semences maraichères	33480	33294	99%	Nbre d'ha couvert et nbre de bénéficiaires	0	350	1400 ha couvert en semences pour 140 000 bénéficiaires	Mise en œuvre en cours	Rapport d'exécution de la commune	FAO
	Total	442462	411638	93%							
Eau, Hygiène et Assainissement	Réhabilitation d'un puits à Guidan A	8250	8250	100%	Puits réhabilité	Non	Oui	En cours	Réhabilitation en cours	Rapport Génie Rural de Mayahi	UNCDF
	Total	8250	8250	100%							
Santé/Nutrition	Enquête de couverture de la prise en charge de la malnutrition aiguë (dans les trois communes)	70064	70064	100%	Enquête réalisée et diffusée	0	1	Enquête réalisée et diffusée		Rapport d'enquête	PAM
	Dotation des trois communes en intrants thérapeutiques et médicaments	285081	285081	100%	Couverture de la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère des enfants des trois communes	ND	Couverture : 100%	100% d'enfants couverts		Rapport de la Direction nutrition	UNICEF

Secteurs d'intervention	Activités	Budget indicatif (\$)	Montant dépensé (\$)	delivery (%)	Indicateurs	Cible			Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Responsable
						Réf.	Prévu	Atteint			
	Mise en place de 30 sites de Distribution à Base Communautaire (DBC) des contraceptifs à Djirataoua, Guidan A et Mayahi	4500	4422	98%	Nombre de sites	0	30	30		Rapport activités DRSP	UNFPA
	Réhabilitation de 2 maternités à Guidan Wari et à Mayahi	85113	101260	119%	Nombre de Maternités réhabilités	0	2	2		Rapport activités DRSP	UNFPA
	Total	444758	460827	104%							
	Intégration de l'enseignement de la nutrition dans les curricula des écoles primaires	16500	20200	122%	Enseignement de la nutrition effectif dans 18 écoles primaires des 3 communes de convergence	0	18	18		Rapport de formation	OMS
	Prise en charge des complications médicales liées à la malnutrition dans le CRENI de Mayahi	5000	4000	80%	10 agents du CRENI de Maradi formés en prise en charge des complications médicales de la malnutrition	0	10	5	Il s'agit de deux formations in situ dont une seule a pu avoir lieu du fait d'un conflit d'agenda. Le montant planifié pour la réalisation de ces formations a été sous-estimé dès le départ	Rapport de formation	OMS

Secteurs d'intervention	Activités	Budget indicatif (\$)	Montant dépensé (\$)	deliver y (%)	Indicateurs	Cible			Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Responsable
						Réf.	Prévu	Atteint			
	Renforcement de la prévention de la transmission mère – enfant du VIH dans les trois communes de convergence	20000	19000	95%	04 CSI et 04CS des trois communes de convergence offrent une PTME de Qualité	0	8	5	3 formations prévues être organisées à Niamey pour les agents de 4 CSI et 4 cases de santé ; 03 CS n'ont pas pu être formés du fait d'un conflit d'agenda. Le montant planifié pour la réalisation de ces formations a été sous-estimé dès le départ	Rapport de formation	OMS
	Renforcement de la stratégie de vaccination avancée dans les trois communes de convergence	8000	0	0%	stratégie de vaccination avancée renforcée dans les trois communes de convergence	0	3	0	activités non réalisées pour cause de conflit d'agenda (activités prévues pour le 2 derniers mois de l'année)		OMS
	Renforcement de la stratégie de vaccination mobile dans les trois communes de convergence	13000	0	0%	stratégie de vaccination mobile dans les trois communes de convergence renforcée	0	3	0	activités non réalisées pour cause de conflit d'agenda (activités prévues pour le 2 derniers mois de l'année)		OMS

Secteurs d'intervention	Activités	Budget indicatif (\$)	Montant dépensé (\$)	delivery (%)	Indicateurs	Cible			Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Responsable
						Réf.	Prévu	Atteint			
	Renforcement du système de prise en charge des PVVIH dans la commune de convergence de Mayahi	5000	8600	172%	Le centre de prescription ARV du l'hôpital de district de Mayahi est fonctionnel	0	1	1		Rapport d'activités du centre prescripteur de l'Hôpital de DS de Mayahi	OMS
	Formation en SIMR/RSI 2005 dans les trois communes de convergence	4000	0	0%	Les agents des CSI des trois communes de convergences sont formés en SIMR/RSI 2005	0	3	0	activités non réalisées pour cause de conflit d'agenda (activités prévues pour le 2 derniers mois de l'année)	-	OMS
	Total	71500	51800	72,4%							
Education	Activités complémentaires au niveau des cantines scolaires (11 moulins à grain dans la commune de Guidan Amoumoune, et 4 jardins potagers scolaires et 2 moulins à grain dans la commune de Djirataoua)	179246	177567	99%	Réalisation des activités complémentaires (11 moulins à grain dans la commune de Guidan Amoumoune, et 4 jardins potagers scolaires et 2 moulins à grain dans la commune de Djirataoua)	0%	100% des activités réalisées	100%		Rapport des activités au niveau des cantines scolaires	PAM
	Total	179246	177567	99%							
Protection / Protection sociale	Appui aux AGR féminines à Djirataoua	20000	9408	47%	Nombre de groupements bénéficiaires	0	6	6		Rapport DR promotion de la femme	PNUD
	Total	20000	9408	47%							

Secteurs d'intervention	Activités	Budget indicatif (\$)	Montant dépensé (\$)	deliver y (%)	Indicateurs	Cible			Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Responsable
						Réf.	Prévu	Atteint			
Adolescentes et changement de comportement	Mise en place d'espaces sûrs (ES) pour les Adolescentes à Guidan A et Mayahi	50000	51679	103%	Nombre d'espaces créés	0	4	11 (dont 4 sur fonds Lxbg)		Rapport DR promotion de la femme	UNFPA
	Mise en place 5 écoles des maris (EdM) à Guidan A	22007	0	0%	Nombre d'écoles des maris créés	0	5	0	Les sites des EDM prévus à Guidan Amoumoune ont été identifiés mais les Ecoles ne sont pas encore créées. 15 EDM ont été créées sur d'autres financements à Mayahi et Djirataoua		UNFPA
	Formation des cadres techniques et conseillers municipaux des communes sur la Planification familiale et les défis liés à l'atteinte du Dividende Démographique	4000	3955	99%	Nombre de cadres et élus formés	0	30	30			UNFPA
	Total	76007	55634	73%							

Secteurs d'intervention	Activités	Budget indicatif (\$)	Montant dépensé (\$)	deliver y (%)	Indicateurs	Cible			Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Responsable
						Réf.	Prévu	Atteint			
Coordination	La tenue de cadres de concertation dans chacune des 3 communes pour la formulation des plans de travail et leur revue sur la base des PDC	7500	0	0%	Au moins 1 cadre de concertation tenu par commune	0	3	0	Besoin non émis par le GTTR Régional		BCR/ GTTR
	Tenue d'une mission conjointe et d'un cadre de concertation au niveau régional entre tous les partenaires pour apprécier les résultats obtenus et faire des recommandations	7000	0	0%	Cadre de concertation régional tenu	0	1	0	Besoin non émis par le GTTR Régional		BCR/ GTTR
					Mission conjointe tenue	0	1	0	Planifié en début 2016		BCR/GTTR
	Réalisation de films et autres produits de communication	15000	0	0%	Nombre de produits	0	3	0	Appel d'offres infructueux. Relancé en 2016	Rapport PNUD	BCR/UNCG/ PNUD
	Acquisition d'un véhicule au BCR pour les missions de supervision du BCR et du GTTR	33000	30000	91%	Véhicule acquis	0	1	1		Rapport PNUD	PNUD/BCR
	Total	62500	30000	48,0%							
Grand Total		1304723	1205124	92%							

Des frais de gestion non imputés aux activités par certaines agences, viendront rehausser le taux d'exécution des fonds reçus.

